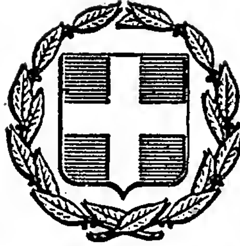


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 28 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1986	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 183

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

1655. Κύρωση διεθνούς σύμβασης «για τον τρόπο καταχώρισης στα ληξιαρχικά βιβλία των επωνύμων και των κυρίων ονομάτων». 1

1656. Κύρωση διεθνούς σύμβασης «για τη διευκόλυνση της τέλεσης γάμων στο εξωτερικό». 2

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1655

Κύρωση διεθνούς σύμβασης «για τον τρόπο καταχώρισης στα ληξιαρχικά βιβλία των επωνύμων και των κυρίων ονομάτων».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η διεθνής σύμβαση για τον τρόπο καταχώρισης των επωνύμων και των κυρίων ονομάτων στα ληξιαρχικά βιβλία, που υπογράφτηκε στη Βέρνη στις 13 Σεπτεμβρίου 1973 και της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

NUMERO 14

Convention relative à l'indication des noms et prénoms dans les registres de l'Etat Civil.

signée à Berne le 13 septembre 1973

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, désireux s'assurer l'indication uniforme des noms et prénoms dans les registres de l'état civil, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1er

La présente Convention s'applique à l'indication des noms et prénoms dans les registres de l'état civil, de toute personne, quelle que soit sa nationalité.

Elle ne porte pas atteinte à l'application des règles de droit en vigueur dans les Etats contractants concernant la détermination des noms et prénoms.

Elle ne préjudicie en rien aux changements intervenus légalement dans les noms et prénoms après qu'ont été dressés les actes et documents qui sont présentés en vue de l'établissement d'une nouvel acte.

Elle ne fait pas obstacle à ce que l'autorité appelée à établir un nouvel acte y redresse les erreurs évidentes de rédaction que comporteraient, en ce qui concerne les noms et prénoms, les actes ou documents qui lui sont présentés.

Article 2

Lorsqu'un acte droit être dressé dans un registre de l'état civil par une autorité d'un Etat contractant et qu'est présenté à cette fin une copie ou un extrait d'un acte de l'état civil ou un autre document établissant les noms et prénoms écrits dans les mêmes caractères que ceux de la langue en laquelle l'acte doit être dressé, ces noms et prénoms seront reproduits littéralement, sans modification ni traduction.

Les signes diacritiques que comportent ces nom et prénoms seront également reproduits, même si ce signes n'existent pas dans la langue en laquelle l'acte doit être dressé.

Article 3

Lorsqu'un acte doit être dressé dans un registre de l'état civil par une autorité d'un Etat contractant, et qu'est présenté à cette fin une copie ou un extrait d'un acte de l'état civil ou un autre document établissant les noms et prénoms écrits dans d'autres caractéres que ceux de la langue en laquelle l'acte doit être dressé, ces noms et prénoms seront, sans aucune traduction, reproduits par translittération dans toute la mesure du possible. S'il existe des normes recommandées par l'Organisation Internationale de Normalisation (I.S.O.), ces normes devront être appliquées.

Article 4

En cas de divergence dans la graphie des noms ou prénoms entre plusieurs documents présentés, l'intéressé sera désigné conformément aux acts de l'état civil ou aux documents établissant son identité, rédigés dans l'Etat dont il était ressortissant, lors de l'établissement de l'acte ou du document.

Pour l'application de la présente disposition, le terme «ressortissant» comprend les personnes qui ont la nationalité de cet Etat ainsi que les réfugiés et les apatrides dont le statut personnel est régi par la loi dudit Etat.

Article 5

A défaut de règles contraires de droit interne en la matière, dans tout acte dressé dans un registre de l'état civil par une autorité d'un Etat contractant, la personne qui n'a pas de nont ou dom le nout n'est pas connu sera désignée par ses seuls prénoms. Si elle n'a pas de prénoms ou si ceux-ci sont également inconnus, elle sera désignée dans l'acte par l'appelation sous laquelle elle est connue.

Article 6

Lorsque dans deux ou plusieurs actes dressés dans des registres de l'état civil par des autorités des Etats contractants une même personne est désignée par des noms ou prénom différents, les autorités compétentes de chaque Etat contractant prendont, les cas échéant, des mesures en vue de la suppression des divergences.

A cet fin, les autorités des Etat contractants pourront correspondre directement entre elles.

Article 7

Les Etais signataires notifieront au Conseil Fédéral Suisse l'accomplissement des procédures requises pour rendre applicable sur leur territoire la présente Convention.

Le C'nseil Fédéral Suisse avisera les Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification au sens de l'alinéa précédent.

Article 8

La présente Convention entrera en vigueur à compter du trentième jour suivant la date du dépot de la deuxième notification et prendra, dès lors, effet entre les deux Etats ayant accompli cette formalité.

Par chaque Etat contractat, accomplissant posterieurement la formalité prévue à l'article précédent, la présente Convention prendra effet à compter du trentième jour suivant la date du dépôt de sa notification.

Article 9

La présente Convention s'applique de plein droit sur tout l'étendue du territoire métropolitain de chaque Etat contractant.

Tout Etat pourra, lors de la signature, de la notification, de l'adhésion ou ulterieurement, déclarer par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse que les dispositions de la présente Convention seront applicables à l'un ou plusieurs de ses territoires extra-metropolitains, des Etats ou des territoires dont il assume la responsabilité internationale.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera de cette dernière notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil. Les dispositions de la présente Convention deviendront applicables dans le ou les territoires désignés dans la notification le soiantième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Tout Etat qui a fait une déclaration, conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de présent article, pourra, par la suite, déclarer à tout moment, par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse, que la présente Convention cessera d'être applicable à l'un ou plusieurs des Etats ou territoires désignés dans la déclaration.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera de la nouvelle notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

La Convention cessera d'être applicable à l'Etat ou au territoire visé la soixantième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Article 10

Tout Etat membre de la Commission Internationale de l'Etat Civil, du Conseil de l'Europe, de l'Organisation des Nations Unies ou d'une organisation spécialisée des Nations Unies pourra adhérer à la présente Convention. L'acte d'adhésion sera déposé auprés du Conseil Fédéral Suisse. Celui-ci avisera chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de tout dépôt d'acte d'adhésion. La Convention entrera en vigueur, pour l'Etat adhérent, le tentième jour suivant la date de dépôt de l'acte d'adhésion.

Le dépôt de l'acte d'adhésion ne pourra avoir lieu qu'après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article II

La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Chacun des Etats contractants aura toutefois la faculté de la dénoncer en tout temps au moyen d'une notification adressée par écrit au Conseil Fédéral Suisse qui en informera les autres Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Cette faculté de dénonciation ne pourra être exercée avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de la notification prévue à l'article 7 ou de l' adhésion.

La dénonciation produira effet à compter d'un délai de six mois après la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu la notification prévue à l'alinéa premier du présent article.

En foi de quoi les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Berne, le treize septembre mil neuf cent soixante-treize, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse et dont une copie certifiée conforme sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants et au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

ANNEXE

Déclarations de réserve

Pour la République Fédérale d'Allemagne, est considéré comme ressortissant au sens de la présente Convention quiconque est allemande au sens de la loi fondamentale pour la République Fédérale d'Allemagne.

Pour le Royaume des Pays-Bus, les termes «Territoire métropolitain» et «Territoires extramétropolitains» utilisés dans les texte de la Convention, signifient, vu l'égalité qui existe au point de vue du droit public entre les Pays-Bas, le Surinam et les Antilles néerlandaises, «Territoire européen» et «Territoires non-européens».

ΣΥΜΒΑΣΗ αριθ. 14.

Για την καταχώριση των επωνύμων και κυρίων ονομάτων στα ληξιαρχικά βιβλία, που υπογράφτηκε στη Βέρνη στις 13.9.1973.

Τα Κράτη - μέλη της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης που υπογράφουν τη Σύμβαση αυτή, επιθυμώντας να διασφαλίσουν την ομοιόμορφη καταχώριση των επωνύμων και κυρίων ονομάτων στα ληξιαρχικά βιβλία, συμφώνησαν για τις ακόλουθες διατάξεις:

Άρθρο 1.

Η Σύμβαση αυτή εφαρμόζεται για την καταχώριση στα ληξιαρχικά βιβλα επωνύμων και κυρίων ονομάτων κάθε προσώπου, οποιασδήποτε και αν είναι η ιθαγένειά του.

Η Σύμβαση αυτή δε θίγει την εφαρμογή κανόνων δικαίου που ισχύουν στα Συμβαλλόμενα Κράτη και αφορούν τον καθορισμό των επωνύμων και κύριων ονομάτων.

Η Σύμβαση δε θίγει καθόλου όσες μεταβολές επήλθαν στα επώνυμα και κύρια ονόματα μετά τη σύνταξη των πράξεων και εγγράφων που προσάγονται με σκοπό τη σύνταξη μιας νέας πράξης.

Η Σύμβαση δεν εμποδίζει την αρχή που καλείται να συντάξει μία νέα πράξη να διορθώσει τα φανερά σφάλματα σύνταξης που περιέχουν, ως προς τα επώνυμα και τα κύρια ονόματα, οι πράξεις ή τα έγγραφα που της προσάγονται.

Άρθρο 2.

Όταν πρέπει να συνταχθεί μία πράξη σε ληξιαρχικό βιβλίο από Αρχή ενός συμβαλλόμενου Κράτους και προσάγεται για το σκοπό αυτόν αντίγραφο ή απόσπασμα μιας ληξιαρχικής πράξης ή κάποιο άλλο έγγραφο που φέρει τα επώνυμα και τα κύρια ονόματα γραμμένα με χαρακτήρες όμοιους με εκείνους της γλώσσας στην οποία πρέπει να συνταχθεί η πράξη, τα επώνυμα αυτά και τα κύρια ονόματα θα αντιγράφονται κατά γράμμα, χωρίς τροποποίηση ούτε μετάφραση.

Θα αντιγράφονται επίσης τα διακριτικά σημεία που συνοδεύουν αυτά τα επώνυμα και κύρια ονόματα, ακόμη και αν τα σημεία αυτά δεν υπάρχουν στη γλώσσα στην οποία πρέπει να συνταχθεί η πράξη.

Άρθρο 3.

Όταν μία πράξη πρέπει να συνταχθεί σε ληξιαρχικό βιβλίο από Αρχή συμβαλλόμενου Κράτους και προσάγεται για το σκοπό αυτό αντίγραφο ή απόσπασμα ληξιαρχικής πράξης ή άλλο έγγραφο στο οποίο τα επώνυμα και τα κύρια ονόματα είναι γραμμένα με χαρακτήρες άλλους από εκείνους της γλώσσας στην οποία πρόκειται να συνταχθεί η πράξη, τα επώνυμα αυτά και τα κύρια ονόματα θα αντιγράφονται χωρίς καμία μετάφραση, με μεταγραμματισμό σε όση έκταση αυτό είναι δυνατό. Εάν υπάρχουν κανόνες, που τους συνιστά η Διεθνής Οργάνωση Τυποποίησης (I.S.O.), οι κανόνες αυτοί πρέπει να εφαρμόζονται.

Άρθρο 4.

Σε περίπτωση που προσάγονται περισσότερα έγγραφα και υπάρχει μεταξύ τους διαφορά στη γραφή των επωνύμων ή των κύριων ονομάτων, ο ενδιαφερόμενος θα μνημονεύεται σύμφωνα με τις ληξιαρχικές πράξεις ή τα έγγραφα που βεβαιώνουν την ταυτότητά του και έχουν συνταχθεί στην Πολιτεία της οποίας ήταν υπήκοος κατά τη σύνταξη της πράξης ή του εγγράφου.

Για την εφαρμογή της διάταξης αυτής, ο όρος «υπήκοος» περιλαμβάνει τα πρόσωπα που έχουν την υπηκοότητα ορισμένου Κράτους, καθώς και τους πρόσφυγες και τα πρόσωπα χωρίς ιθαγένεια, των οποίων η προσωπική κατάσταση διέπεται από το δίκαιο του Κράτους αυτού.

Άρθρο 5.

Αν το εσωτερικό δίκαιο δεν περιέχει αντίθετες σχετικές διατάξεις, σε κάθε πράξη που συντάσσεται σε ληξιαρχικό βιβλίο από Αρχή συμβαλλόμενου Κράτους το πρόσωπο που δεν έχει επώνυμο ή το επώνυμό του είναι άγνωστο θα προσδιορίζεται μόνο με τα κύρια ονόματά του. Αν δεν έχει κύρια ονόματα ή αυτά είναι επίσης άγνωστα, θα προσδιορίζεται στην πράξη με την ονομασία με την οποία το πρόσωπο είναι γνωστό.

Άρθρο 6.

Όταν σε δύο ή περισσότερες πράξεις, που έχουν καταχωριθεί σε ληξιαρχικά βιβλία από Αρχές των συμβαλλομένων Κρατών, το ίδιο πρόσωπο φέρεται με διαφορετικά επώνυμα ή κύρια ονόματα, οι αρμόδιες αρχές κάθε συμβαλλόμενου Κράτους θα λάβουν, όταν ανακύψει περίπτωση, μέτρα για την εξάλειψη των διαφορών. Προς το σκοπό αυτόν οι αρχές των συμβαλλόμενων Κρατών θα μπορούν να αλληλογραφούν απευθείας μεταξύ τους.

Άρθρο 7.

Τα Κράτη που υπογράφουν τη Σύμβαση θα γνωστοποιήσουν στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο την τήρηση των διαδικασιών που απαιτούνται για την εφαρμογή της Σύμβασης αυτής στο έδαφός τους.

Το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα ειδοποιεί τα συμβαλλόμενα Κράτη και το Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης για κάθε γνωστοποίηση κατά την προηγούμενη παράγραφο.

Άρθρο 8.

Η Σύμβαση αυτή θα αρχίσει να ισχύει από την τριακοστή ημέρα μετά την ημερομηνία κατάθεσης της δεύτερης γνωστοποίησης και θα παράγει από τότε αποτελέσματα μεταξύ των δύο Κρατών που θα έχουν εκπληρώσει αυτή τη διατύπωση.

Για κάθε συμβαλλόμενο Κράτος, που θα εκπληρώνει μεταγενέστερα τη διατύπωση που προβλέπεται στο προηγούμενο άρθρο, η Σύμβαση αυτή θα παράγει αποτελέσματα την τριακοστή ημέρα ύστερα από την κατάθεση της γνωστοποίησής του.

Άρθρο 9.

Η Σύμβαση αυτή εφαρμόζεται αυτοδικαίως σε όλη την έκταση του μητροπολιτικού εδάφους κάθε συμβαλλόμενου Κράτους.

Κάθε Κράτος θα μπορεί, κατά την υπογραφή, τη γνωστοποίηση, την προσχώρηση ή και μεταγενέστερα, να δηλώσει με γνωστοποίηση που θα απευθύνεται στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο, ότι οι διατάξεις αυτής της Σύμβασης θα εφαρμόζονται σε ένα ή περισσότερα από τα μη μητροπολιτικά εδάφη του ή σε Κράτη ή εδάφη των οποίων έχει αναλάβει τη διεθνή ευθύνη.

Το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα ειδοποιεί για την τελευταία αυτή γνωστοποίηση το καθένα από τα συμβαλλόμενα Κράτη και το Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης.

Οι διατάξεις αυτής της Σύμβασης θα μπορούν να εφαρμοστούν στο έδαφος ή στα εδάφη που καθορίζονται στη γνωστοποίηση από την εξηκοστή ημέρα ύστερα από την ημερομηνία όπου το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα έχει λάβει αυτή τη γνωστοποίηση.

Κάθε Κράτος που θα έχει προβεί σε δήλωση σύμφωνα με ις διατάξεις της παραγράφου 2 αυτού του άρθρου θα μπορεί ακολούθως να δηλώσει σε οποιοδήποτε χρόνο, με γνωστοποίηση που θα απευθύνεται στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο, ότι η Σύμβαση αυτή θα παύσει να εφαρμόζεται σε ένα ή περισσότερα από τα Κράτη ή τα εδάφη που υποδείχθηκαν στη δήλωση.

Το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα ειδοποιεί για τη νέα γνωστοποίηση το καθένα από τα συμβαλλόμενα Κράτη και το Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης.

Η Σύμβαση θα παύσει να εφαρμόζεται στο παραπάνω Κράτος ή έδαφος την εξηκοστή ημέρα ύστερα από την ημερομηνία όπου το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα έχει λάβει αυτή τη γνωστοποίηση.

Άρθρο 10.

Κάθε Κράτος μέλος της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης του Συμβουλίου της Ευρώπης, του Οργανισμού Ενωμένων Εθνών ή κάποιας ειδικευμένης οργάνωσης των Ενωμένων Εθνών θα μπορεί να προσχωρήσει στη Σύμβαση αυτή. Η πράξη προσχώρησης θα κατατίθεται στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο. Αυτό θα ειδοποιεί το καθένα από τα συμβαλλόμενα Κράτη και το Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης για κάθε κατάθεση πράξης προσχώρησης. Η Σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει για το Κράτος που προσχώρησε, την τριακοστή ημέρα ύστερα από την ημερομηνία κατάθεσης της πράξης προσχώρησης.

Η κατάθεση της πράξης προσχώρησης δεν μπορεί να γίνει παρά μόνο μετά τη θέση σε ισχύ της Σύμβασης αυτής.

Άρθρο 11.

Η Σύμβαση αυτή θα παραμείνει σε ισχύ χωρίς περιορισμό διαρκείας. Το καθένα από τα συμβαλλόμενα κράτη θα έχει όμως την ευχέρεια να την καταγγείλει οποτεδήποτε με γνωστοποίηση που θα απευθύνεται με έγγραφο στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο, θα πληροφορεί σχετικά τα άλλα συμβαλλόμενα Κράτη και το Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης.

Αυτή η ευχέρεια για καταγγελία δεν θα μπορεί να ασκηθεί προτού παρέλθει η προθεσμία ενός έτους από τη γνωστοποίηση που προβλέπεται στο άρθρο 7 ή από την προσχώρηση.

Η καταγγελία θα παράγει αποτελέσματα ύστερα από προθεσμία έξι μηνών μετά την ημερομηνία όπου το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα έχει λάβει τη γνωστοποίηση που προβλέπεται στην πρώτη παράγραφο αυτού του άρθρου.

Σε πίστωση των πιο πάνω οι παρακάτω υπογράφοντες αντιπρόσωποι, έχοντας τη σχετική εξουσιοδότηση, υπέγραψαν αυτή τη Σύμβαση.

Έγινε στη Βέρνη στις 13 του Σεπτέμβρη 1973 σε ένα μόνο πρωτότυπο που θα κατατεθεί στα αρχεία του Ελβετικού Ομοσπονδιακού Συμβουλίου και απ' όπου ακριβές αντίγραφο θα σταλεί με τη διπλωματική οδό σε καθένα από τα συμβαλλόμενα Κράτη και στο Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Δηλώσεις επιφύλαξης

Για την Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, θεωρείται ως υπήκοος κατά την έννοια της Σύμβασης αυτής οποιοσδήποτε είναι Γερμανός κατά την έννοια του θεμελιώδους νόμου για την Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας.

Για το Βασίλειο των Κάτω Χωρών, οι όροι «μητροπολιτικό έδαφος» και «μη μητροπολιτικά εδάφη», που χρησιμοποιούνται στο κείμενο της Σύμβασης, σημαίνουν, εν όψει της ισότητας που υπάρχει από την άποψη του δημόσιου δικαίου μεταξύ των Κάτω Χωρών, του Σουρινάμ και των Ολλανδικών Αντιλλών, «έδαφος ευρωπαϊκό» και «εδάφη μη ευρωπαϊκά».

Άρθρο δεύτερο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 17 Νοεμβρίου 1986

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΑΝΑΠΛ. ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΘΕΟΔΩΡΟΣ ΠΑΓΚΑΛΟΣ**

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΑΓ. ΚΟΥΤΣΟΓΙΩΡΓΑΣ**

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ — **ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 20 Νοεμβρίου 1986

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ

---

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1656

Κύρωση διεθνούς σύμβασης «για τη διευκόλυνση της τέλεσης γάμων στο εξωτερικό».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η διεθνής σύμβαση για τη διευκόλυνση της τέλεσης γάμων στο εξωτερικό που υπογράφτηκε στο Παρίσι στις 10 Σεπτεμβρίου 1964 και της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

NUMERO 7

Convention tendant à faciliter la célébration des mariages à l'étranger signée à Paris le 10 september 1964

La République Fédérale d'Allemagne, la République d'Autriche, le Royaume de Belgique, la République Française, le Royaume de Grèce, la République Italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la Condédération Suisse et la République Turque, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, désireux de faciliter la célébration des mariages de leurs ressortissants sur le territoire des autres Etats contractants, notamment en ce qui concerne la levée d'empêchement à mariage et les publications préalables au mariage, sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE 1er

Article 1er

Lorsque le mariage d'un ressortissant d'un des Etats contractants est célébré sur le territoire d'un autre de ces Etats et que ce ressortissant y réside habituellement, les autorités compétentes du pays de célébration pourront, dans les cas et les conditions prévues par la loi personnelle du futur conjoint, accorder à celui-ci dispense des empêchements à mariage établis par cette loi.

Article 2

Les autorités du pays de célébration, compétentes pour accorder les dispenses visées à l'article précédent, seront celles qui, en vertu de la législation interne de ce pays, ont compétence pour accorder les mêmes dispenses aux ressortissants dudit pays.

Le pays dont la législation ne prévoit pas de telles dispenses pour ses propres ressortissants pourra donner compétence à une de ses autorités pour les accorder, conformément à l'article 1er, aux ressortissants des autres pays contractants.

Article 3

La présente Convention ne porte pas atteinte au pouvoir des autorités de l'Etat dont le futur conjoint est ressortissant, de lui accorder des dispenses conformément aux lois de cet Etat.

TITRE II

Article 4

Les publications préalables aux mariages, célébrés en la forme locale sur le territoire de l'un des Etats contractants, seront régies exclusivement par la loi interne de cet Etat.

TITRE III

Article 5

Lorsque la loi d'un des Etats contractants impose la célébration religieuse du mariage, les agents diplomatiques ou consulaires des autres Etats contractants pourront, si leur loi les y autorise, célébrer le mariage dans cet Etat, à condition que l'un au moins des époux soit ressortissant de l'Etat qui a désigné l'agent diplomatique ou consulaire, et qu'aucun des époux ne possède la nationalité du pays de célébration.

Les publications préalables au mariage seront alors régies exclusivement par la loi interne du pays qui a désigné l'agent diplomatique ou consulaire.

TITRE IV

Article 6

Pour l'application de la présente Convention, les termes «ressortissants d'un Etat» comprennent les personnes qui ont la nationalité de cet Etat, ainsi que celles dont le statut personnel est régi par les lois dudit Etat.

Article 7

Les Etats contractants notifieront au Conseil Fédéral Suisse l'accomplissement des procédures requises par leur Constitution pour rendre applicable sur leur territoire la présente Convention.

Le conseil Fédéral Suisse avisera les Etats contractantes et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification au sens de l'alinéa précédent.

Article 8

La présente Convention entrera en vigueur à compter du trentième jour suivant la date du dépôt de la deuxième notification et prendra, dès lors, effet entre les deux Etats ayant accompli cette formalité.

Pour chaque Etat signataire accomplissant postérieurement la formalité prévue à l'article précédent, la présente Convention prendra effet à compter du trentième jour suivant la date du dépôt de sa notification.

Article 9

Chaque Etat contractant pourra, lors de la signature, de la notification prévue à l'article 7 ou de l'adhésion, déclarer qu'il exclut un ou deux des trois premiers Titres de la présente Convention.

Tout Etat qui a fait une déclaration conformément aux dispositions de l'alinéa 1er du présent article, pourra, par la suite, déclarer à tout moment, par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse, qu'il adhère également à celui ou à ceux des Titres qu'il avait exclus.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera de cette notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

La déclaration prévue à l'alinéa 2 du présent article produira effet à compter du trentième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Article 10

La présente Convention s'applique de plein droit sur toute l'étendue du territoire métropolitain de chaque Etat contractant.

Tout Etat contractant pourra, lors de la signature de la notification prévue à l'article 7, de l'adhésion, ou ultérieurement, déclarer par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse que les dispositions de la présente Convention seront applicables à l'un ou plusieurs de ses territoires extra-métropolitains, des Etats ou des territoires dont il assume la responsabilité internationale. Le Conseil Fédéral Suisse avisera de cette dernière notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil. Les dispositions de la presente Convention deviendront applicables dans le ou les territoires désignés dans la notification le soixantième jour suivant la date à laquelle le Conseil Féféral Suisse aura reçu ladite notification.

Tout Etat qui a fait une déclaration, conformément aux dispositions de l'alinéa 2 du présent article, pourra, par la suite, déclarer à tout moment, par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse, que la présente Convention cessera d'être applicable à l'un ou plusieurs des Etats ou territoires désignés dans la déclaration.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera de la nouvelle notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

La Convention cessera d'être applicable au territoire visé le soixantiène jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Article 11

Tout Etat membre du Conseil de l'Europe ou de la Commission Internationale de l'Etat Civil pourra adhèrer à la présente Convention. L'Etat désirant adhérer notifiera son intention par un acte qui sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse. Celui-ci avisera chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de tout dépôt d'acte d'adhésion. La Convention entrera en vigueur, pour l' Etat adhérent, le trentiène jour suivant la date du dépôt de l'acte d'adhésion.

Le dépôt de l'acte d'adhésion ne pourra avoir lieu qu'après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 12

La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Chacun des Etats contractants aura toutefois la faculté de dénoncer cette Convention ou un ou deux de ses trois premiers titres en tout temps au moyen d'une notification adressée par écrit au Conseil Fédéral Suisse qui en informera les autres Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Cette faculté de dénonciation ne pourra être exercée avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la notification prévue à l'article 7 ou de l'adhésion.

La dénonciation produira effet à compter d'un délai de six mois après la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu la notification prévue à l'alinéa premier du présent article.

En foi de quoi les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le 10 septembre 1964, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse et dont une copie certifiée conforme sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants et au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

ANNEXE

Déclarations de réserve

La République Fédérale d'Allemagne déclare exclure de Titre 1er de la présente Convention, conformément à son article 9.

Le Royaume des Pays-Bas déclare exclure le Titre 1er de la présente Convention, conformèment à son article 9.

ΣΥΜΒΑΣΗ αριθ. 7

που κατατείνει στη διευκόλυνση της τέλεσης γάμων στο εξωτερικό.

Υπογράφτηκε στο Παρίσι στις 10 του Σεπτέμβρη 1964.

Η Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας, η Δημοκρατία της Αυστρίας, το Βασίλειο του Βελγίου, η Γαλλική Δημοκρατία, η Ελληνική Δημοκρατία, η Ιταλική Δημοκρατία, το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου, το Βασίλειο των Κάτω Χωρών, η Ελβετική Ομοσπονδία και η Τουρκική Δημοκρατία, μέλη της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης, στην επιθυμία τους όπως διευκολύνουν την τέλεση γάμων των υπηκόων τους στο έδαφος των άλλων συμβαλλόμενων μερών, ειδικά σε σχέση με την άρση των κωλυμάτων του γάμου και τις προκαταρκτικές δημοσιεύσεις του γάμου, συμφώνησαν για τις παρακάτω διατάξεις:

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΠΡΩΤΟ

Άρθρο 1.

Όταν ο γάμος υπηκόου ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη τελείται στο έδαφος άλλου συμβαλλόμενου Κράτους, όπου ο υπήκοος αυτός διαμένει συνήθως, οι αρμόδιες αρχές του τόπου της τέλεσης θα μπορούν, στις περιπτώσεις και με τους όρους που προβλέπονται από το προσωπικό δίκαιο του μελλοντικού συζύγου, να χορηγούν σ' αυτόν απαλλαγή από τα κωλύματα του γάμου που καθιερώνει αυτό το δίκαιο.

Άρθρο 2.

Αρχές της χώρας τέλεσης αρμόδιες για να χορηγούν τις αναφερόμενες στο πιο πάνω άρθρο απαλλαγές από κωλύματα, θα είναι εκείνες που έχουν αρμοδιότητα, σύμφωνα με την εσωτερική νομοθεσία αυτής της χώρας, για να τις χορηγούν στους υπηκόους της ίδιας χώρας.

Η χώρα με νομοθεσία που δεν προβλέπει απαλλαγή από τα κωλύματα του γάμου για τους δικούς της υπηκόους θα μπορεί να παραχωρήσει αρμοδιότητα σε μια από τις αρχές της για τη χορήγηση της απαλλαγής στους υπηκόους των άλλων συμβαλλόμενων χωρών, σύμφωνα με το άρθρο 1.

Άρθρο 3.

Η Σύμβαση αυτή δεν περιορίζει την εξουσία των αρχών του Κράτους που έχει ως υπήκοο το μελλοντικό σύζυγο να χορηγούν σ' αυτόν τις απαλλαγές από τα κωλύματα, σύμφωνα με τους νόμους του Κράτους αυτού.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΔΕΥΤΕΡΟ

Άρθρο 4.

Οι δημοσιεύσεις πριν από τους γάμους που τελούνται κατά τον τοπικό τύπο στο έδαφος ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη, θα διέπονται αποκλειστικά από το εσωτερικό δίκαιο αυτού του Κράτους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΤΡΙΤΟ

Άρθρο 5.

Όταν το δίκαιο ενός από τα συμβαλλόμενα Κράτη επιβάλλει τη θρησκευτική τέλεση του γάμου, οι διπλωματικοί ή προξενικοί αντιπρόσωποι των άλλων συμβαλλόμενων Κρατών θα μπορούν, αν η νομοθεσία τους το επιτρέπει, να τελούν το γάμο στο Κράτος αυτό, εφόσον ο ένας τουλάχιστον από τους συζύγους είναι υπήκοος του Κράτους που έχει ορίσει τον διπλωματικό ή προξενικό αντιπρόσωπο και κανένας από τους συζύγους δεν έχει την υπηκοότητα της χώρας, όπου γίνεται η τέλεση.

Στην περίπτωση αυτή, οι δημοσιεύσεις πριν από το γάμο θα διέπονται αποκλειστικά από το εσωτερικό δίκαιο της χώρας που έχει ορίσει το διπλωματικό ή προξενικό αντιπρόσωπο.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΤΕΤΑΡΤΟ

Άρθρο 6.

Για την εφαρμογή αυτής της σύμβασης, ο όρος «υπήκοος ενός Κράτους» περιλαμβάνει τα πρόσωπα που έχουν την υπηκοότητα αυτού του Κράτους και τα πρόσωπα που η προσωπική τους κατάσταση διέπεται από το δίκαιο αυτού του Κράτους.

Άρθρο 7.

Τα συμβαλλόμενα Κράτη θα γνωστοποιήσουν στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο την τήρηση των διαδικασιών που απαιτούνται από το Σύνταγμά τους για να γίνει δυνατή η εφαρμογή αυτής της Σύμβασης στο έδαφός τους.

Το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα ειδοποιεί τα συμβαλλόμενα Κράτη και το Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης για κάθε γνωστοποίηση κατά την πιο πάνω παράγραφο.

Άρθρο 8.

Η Σύμβαση αυτή θα αρχίσει να ισχύει από την τριακοστή ημέρα μετά την ημερομηνία κατάθεσης της δεύτερης γνωστοποίησης και θα παράγει από τότε αποτελέσματα μεταξύ των Κρατών που θα έχουν αυτήν τη διατύπωση.

Για κάθε Κράτος που υπογράφει και θα εκπληρώνει μεταγενέστερα τη διατύπωση που προβλέπεται στο προηγούμενο άρθρο, η Σύμβαση αυτή θα παράγει αποτελέσματα την τριακοστή ημέρα ύστερα από την κατάθεση της γνωστοποίησής του.

Άρθρο 9.

Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος θα μπορεί, κατά την υπογραφή ή την προβλεπόμενη από το άρθρο 7 γνωστοποίηση ή προσχώρηση, να δηλώσει ότι αποκλείει ένα ή δύο από τα τρία πρώτα κεφάλαια της Σύμβασης αυτής.

Κάθε Κράτος που θα έχει προβεί σε δήλωση, σύμφωνα με τη διάταξη της πρώτης παραγράφου αυτού του άρθρου, θα μπορεί κατόπιν να δηλώσει σε οποιοδήποτε χρόνο, με γνωστοποίηση που θ' απευθύνεται στο Ομοσπονδιακό Ελβετικό Συμβούλιο, ότι προσχωρεί επίσης και σ' εκείνα από τα κεφάλαια που είχε αποκλείσει.

Άρθρο 10.

Η Σύμβαση αυτή εφαρμόζεται αυτοδικαίως σε όλη την έκταση του μητροπολιτικού εδάφους κάθε συμβαλλόμενου Κράτους.

Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος θα μπορεί, κατά την υπογραφή ή κατά την προβλεπόμενη από το άρθρο 7 γνωστοποίηση, ή την προσχώρηση ή μεταγενέστερα να δηλώσει, με γνωστοποίηση που θ' απευθύνεται στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο, ότι οι διατάξεις αυτής της Σύμβασης θα εφαρμόζονται σε ένα ή περισσότερα από τα μη μητροπολιτικά εδάφη του ή σε Κράτη ή εδάφη των οποίων έχει αναλάβει τη διεθνή ευθύνη. Το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα ειδοποιεί για την τελευταία αυτή γνωστοποίηση, το καθένα από τα συμβαλλόμενα Κράτη και το Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης.

Οι διατάξεις αυτής της Σύμβασης θα μπορούν να εφαρμοσθούν στο έδαφος ή στα εδάφη που καθορίζονται στη γνωστοποίηση από την εξηκοστή ημέρα ύστερα από την ημερομηνία όπου το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα έχει λάβει αυτήν τη γνωστοποίηση.

Κάθε Κράτος που θα έχει προβεί σε δήλωση, σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 2 αυτού του άρθρου, θα μπορεί ακολούθως να δηλώσει σε οποιοδήποτε χρόνο, με γνωστοποίηση που θ' απευθύνεται στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο, ότι η Σύμβαση αυτή θα παύσει να εφαρμόζεται σε ένα ή περισσότερα από τα Κράτη ή τα εδάφη που υποδείχθηκαν στη δήλωση.

Το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα ειδοποιεί για τη νέα γνωστοποίηση το καθένα από τα συμβαλλόμενα Κράτη και το Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης.

Η Σύμβαση θα παύσει να εφαρμόζεται στα εδάφη που ορίσθηκαν με τον πιο πάνω τρόπο την εξηκοστή ημέρα ύστερα από την ημερομηνία όπου το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα έχει λάβει αυτήν τη γνωστοποίηση.

Άρθρο 11.

Κάθε Κράτος μέλος του Συμβουλίου της Ευρώπης ή της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης θα μπορεί να προσχωρήσει στη Σύμβαση αυτή. Το Κράτος που επιθυμεί να προσχωρήσει θα γνωστοποιεί την πρόθεσή του με πράξη, που θα κατατίθεται στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο. Αυτό θα ειδοποιεί το καθένα από τα συμβαλλόμενα Κράτη και το Γενικό Γραμματέα της Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης για κάθε κατάθεση πράξης προσχώρησης. Η Σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει για το Κράτος που προσχώρησε, την τριακοστή ημέρα ύστερα από την ημερομηνία κατάθεσης της πράξης προσχώρησης.

Η κατάθεση πράξης προσχώρησης δεν θα μπορεί να γίνει παρά μόνο μετά τη θέση σε ισχύ της Σύμβασης αυτής.

Άρθρο 12.

Η Σύμβαση αυτή θα παραμείνει σε ισχύ χωρίς περιορισμό διαρκείας. Το καθένα από τα συμβαλλόμενα Κράτη θα έχει όμως την ευχέρεια να καταγγείλει είτε τη Σύμβαση αυτή, είτε ένα ή δύο από τα τρία πρώτα κεφάλαιά της οποτεδήποτε, με γνωστοποίηση που θ' απευθύνεται με έγγραφο στο Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο, που θα πληροφορεί γι' αυτό τα άλλα συμβαλλόμενα Κράτη και το Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης.

Αυτή η ευχέρεια για καταγγελία δεν θα μπορεί να ασκηθεί προτού παρέλθει προθεσμία πέντε ετών από τη γνωστοποίηση που προβλέπεται στο άρθρο 7 ή από την προσχώρηση.

Η καταγγελία θα παράγει αποτελέσματα ύστερα από προθεσμία έξι μηνών μετά την ημερομηνία όπου το Ελβετικό Ομοσπονδιακό Συμβούλιο θα έχει λάβει τη γνωστοποίηση που προβλέπεται στην πρώτη παράγραφο αυτού του άρθρου.

Σε πίστωση των πιο πάνω οι παρακάτω υπογράφοντες αντιπρόσωποι, έχοντας τη σχετική εξουσιοδότηση υπέγραψαν αυτήν τη Σύμβαση.

Έγινε στο Παρίσι στις 10 Σεπτέμβρη 1964 σ'ένα μόνο πρωτότυπο, που θα κατατεθεί στ' αρχεία του Ελβετικού Ομοσπονδιακού Συμβούλιου, και από όπου ακριβές αντίγραφο θα σταλεί με τη διπλωματική οδό στο καθένα από τα συμβαλλόμενα Κράτη και στο Γενικό Γραμματέα της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης.

Άρθρο δεύτερο.

Για την απαλλαγή από τα κωλύματα του γάμου που προβλέπουν τα άρθρα 1 και 2 της κυρούμενης σύμβασης, αρμόδιο είναι το Πολυμελές Πρωτοδικείο του τόπου όπου έχει τη συνηθισμένη διαμονή του το πρόσωπο στο οποίο αναφέρεται το κώλυμα. Το δικαστήριο δικάζει κατά την ειδική διαδικασία των άρθρων 741 έως 781 του Κώδικα Πολιτικής Δικονομίας με την επιφύλαξη της εφαρμογής του άρθρου 33 του Αστικού Κώδικα.

Άρθρο τρίτο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 17 Νοεμβρίου 1986

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΑΝΑΠΛ. ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΘΕΟΔΩΡΟΣ ΠΑΓΚΑΛΟΣ	**ΑΓ. ΚΟΥΤΣΟΓΙΩΡΓΑΣ**

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ

ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 20 Νοεμβρίου 1986

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ